

De la propagande en démocratie

La propagande est née à l'« ère des foules », qui a débuté, selon Taine, sous la Révolution « française » (α), avec la politisation des masses (β).

La propagande est une action psychologique exercée sur une masse politisée, conçue comme un « faisceau de contagions psychiques essentiellement produites par des contacts physiques » (γ), pour propager une doctrine par le biais de tous les moyens d'information. Qui dit masses dit propagande. En raison des caractéristiques des foules, à savoir l'impulsivité, la mobilité, l'irritabilité, la suggestibilité et la crédulité, l'exagération et le simplisme des sentiments et des émotions, l'intolérance et le conservatisme (δ), un grand manque de mémoire et une faculté d'assimilation très restreinte (ϵ), il n'est possible d'agir sur elles que par la propagande. La propagande reste la propagande, dans quelque régime politique que ce soit. Toute la question est de savoir quel contenu idéologique elle présente et à quelles fins et selon quelles modalités elle est exercée.

Quelle que soit l'opinion qu'on a sur le IIIe Reich, il est indéniable, comme le montrent les vingt-cinq points du programme du NSDAP et la traduction qu'ils eurent dans les mesures sociales et économiques qui furent prises par le pouvoir hitlérien à partir de 1933, que la politique nationaliste et raciste de celui-ci allait dans le sens des intérêts du peuple allemand, que celui-ci l'ait compris ou non, qu'il l'ait voulu ou non ; la propagande, orchestrée par Goebbels, était précisément là pour l'en persuader, bon gré mal gré.

La propagande est nuisible au peuple qu'elle sert à manipuler dans l'exacte mesure où l'idéologie au service de laquelle elle est mise au service est universaliste, égalitariste et mercantiliste ; en démocratie, la propagande est si insidieuse qu'elle n'ose pas porter son nom : elle se masque pudiquement sous le terme de « communication ». Cependant, la propagande est intimement liée à la démocratie. C'est dans le Dictionnaire de l'Académie de 1798 que le mot prit l'acception dans laquelle il est employé aujourd'hui (était appelée jusque-là « Propagande » la Congrégation romaine Propaganda fide, fondée pour la propagation de la foi chrétienne). « La fixation sémantique sous la Révolution n'a rien d'étonnant tant les gouvernements révolutionnaires ont tenté de diffuser leurs idées. La Convention girondine avait ainsi créé un Bureau d'Esprit chargé d'agir sur la presse pour réduire l'opposition au gouvernement et d'orienter l'opinion publique. Elle met en place des Commissaires représentants en mission dont le nom dit l'idée d'aller porter la foi révolutionnaire aux confins de la République, tels les jésuites de la Contre-Réforme » (ζ). Dans la deuxième décennie du XIXe siècle, « Propagande apparaît [...] dans les textes de républicains et de socialistes comme une sorte de levier de transformation du monde. Ainsi en va-t-il de la Ligue de l'enseignement dont l'une des premières appellations fut en 1868 « Cercle parisien pour la propagande de l'instruction dans les départements ». Son emploi se généralise sous le Second Empire ». De nombreuses « associations se l'approprient pour définir leurs activités de

diffusion d'information. Commence ainsi une propagande sanitaire. L'emploi de « la propagande médicale » caractérise les actions de comités de lutte contre l'alcoolisme ou la tuberculose. Le mot recouvre dans ce cas une activité de vulgarisation par le biais de textes illustrés ou non et de conférences. Cette activité philanthropique décale l'implicite de la propagande du terrain spirituel vers des préoccupations plus matérielles. Faire de la propagande devient un moyen d'agir sur les esprits pour changer des situations sociales pour réformer la société en profondeur » (η). Il n'étonnera donc pas que, à partir des années 1880, il ait été employé essentiellement par les Socialistes. C'est sans doute Lénine, dans *Que faire ?* (1902), qui le premier associa la propagande à l'idée de manipulation. « La question de la diffusion ne relève plus uniquement de la raison supérieure, du bien-fondé de la doctrine. Elle dépend de tactiques de séduction et d'une psychologie sociale qui assurent à l'agitateur la compréhension du peuple » (θ). « À la veille de la Première Guerre mondiale, loin d'avoir une connotation négative, le terme a l'aura d'une technique utile, dont toutes les forces sont prêtes à disposer. L'explosion belliciste est l'occasion d'étendre la légitimité de ces pratiques et de cette terminologie. Des « Services de propagande » sont créés, dans la diplomatie et dans les armées, dès 1914, en France. Les autres pays en guerre font de même », si ce n'est que les Britanniques y préfèrent au terme de « propagande » l'expression « psychological warfare » (ι). La population, qui n'est pas encore totalement abrutie et donc crédule et dupe, parle en général de « bourrage de crâne ».

La propagande était jusque-là la chose des professionnels de la politique et ses techniques étaient grossières et directes : elle était fondée sur la répétition mécanique de slogans : « ... toute propagande efficace, affirme A. Hitler, dans des termes qu'aucun publicitaire ou « communicant » ne contredira – du moins en privé –, doit se limiter à des points forts peu nombreux et les faire valoir à coups de formules stéréotypées aussi longtemps qu'il le faudra, pour que le dernier des auditeurs soit à même de saisir l'idée ». Tout publicitaire ou « communicant » trouverait cependant la conception hitlérienne de la propagande simpliste, voire naïve, lui qui se sert autant des images que des mots pour suggestionner et manipuler les masses. Le premier à avoir eu l'idée d'introduire massivement l'image, à savoir le cinéma et la photographie, dans la propagande fut Walter Lippmann, journaliste d'origine juive, théoricien du « néo-libéralisme », membre de la très socialiste et très mondialiste Société fabienne et de la vermine cocaïnomane encravatée et invertébrée du « Council on Foreign Relations ». Pour lui, les politiciens ne sont ni capables de bien comprendre par eux-mêmes l'environnement complexe dans lequel doivent être conduites les affaires de l'État moderne, ni qualifiés pour prendre des décisions, ni même, chose nécessaire en démocratie, pour en informer le public et le persuader de leur bien-fondé, d'autant plus que les masses sont insensibles à l'argumentation logique et pas toujours perméables au sentiment ; en vertu de quoi cette tâche doit être confiée à une « classe d'experts ». La propagande « ... repose désormais sur l'analyse et non plus sur des méthodes empiriques », analyse qui est elle-même fondée sur « les recherches psychologiques » (κ). La clé de voûte de cette nouvelle forme de propagande est l'« image symbolique ». Lippmann adopta la théorie des rêves de Freud et l'adapta au gouvernement des masses. « Pour Freud, les rêves représentaient des angoisses inexprimées et fournissaient des indications visuelles permettant aux psychanalystes de déverrouiller l'inconscient de l'individu. Ces symboles, selon Lippmann, donnaient accès à l'inconscient des masses plutôt qu'à celui

de l'individu » (λ). La propagande devient ainsi « l'art de la persuasion », ou, comme il l'appelle encore, la « fabrication du consentement », qui est fondée sur la « manipulation des masses » – Lippmann est le premier à avoir employé l'expression (μ) -, « manipulation des masses » qui est rendue possible par l'essor « des moyens de communication modernes ».

Dans « Public Opinion » (1922), Lippmann assura que des « améliorations importantes » (ν) seraient apportées à la « fabrication du consentement », qui restait théorique. Elles le furent, sur le plan pratique, au cours de la même décennie, par le propre neveu de Freud. « L'étude systématique de la psychologie des masses, déclare Edward Bernays dans « Propagande » (1928), a révélé les possibilités qu'offre au gouvernement invisible de la société la manipulation des motivations qui font agir l'homme dans la collectivité. Trotter et Le Bon qui ont abordé le sujet scientifiquement, Graham Wallas, Walter Lippmann et d'autres, qui ont approfondi les recherches sur l'esprit de groupe, ont établi que le groupe a des caractéristiques mentales qui sont différentes de celles de l'individu et est animé par des pulsions et des émotions que ne permet pas d'expliquer ce que nous savons de la psychologie individuelle. La question s'est donc évidemment posée : si nous réussissons à comprendre le mécanisme et les motivations de l'esprit de groupe, ne pouvons-nous pas contrôler et téléguider les masses à notre guise sans qu'elles s'en rendent compte ? » Question plus ou moins rhétorique, puisque, à l'époque où il la posa, cela faisait quelques années qu'il avait l'occasion de vérifier que les techniques de propagande qu'il avait mises au point fonctionnaient à merveille.

Il les avait exposées dans « Crystallizing Public Opinion » (1923). Elles lui avaient été inspirées par la lecture d'un ouvrage de son oncle Sigmund Freud intitulé « Vorlesungen zur Einführung in die Psychoanalyse » (1917), qu'il avait presque immédiatement fait traduire en anglais sous le nom de « A General Introduction to Psychoanalysis » (1920). Il appliqua la théorie et la méthodologie freudienne d'abord au marketing et à la publicité, puis, à partir du début des années 1930, aux « public relations » ; en tant que « public relations counsel » (« conseiller en relations publiques »), expression dont on sait qu'il fut l'inventeur, il eut des clients aussi prestigieux et véreux que General Motors, Procter & Gamble, American Tobacco, General Electric, United Fruit Company, John D. Rockefeller, dont il lissa l'image auprès du grand public, Coolidge, dont il assura l'élection à la présidence des Etats-Unis en 1923. À ses yeux, le conseil en relations publiques était « une « science sociale appliquée » qui utilisait des connaissances de la psychologie, de la sociologie et d'autres disciplines pour diriger et manipuler scientifiquement la pensée et le comportement d'un public irrationnel et « grégaire » » (ξ), qu'il s'agisse « de cigarettes, d'un mouvement politique ou de nourriture pour enfants » (ο). Comme le dit justement le préfacier de la première traduction française de « Propaganda », « Comment imposer une nouvelle marque de lessive ? Comment faire élire un président ? Dans la logique des « démocraties de marché », ces questions se confondent ».

Il est presque inutile de dire que les techniques de propagande conçues par Bernays n'ont cessé d'être approfondies depuis par les publicitaires, quel que soit le produit, humain ou non, qu'il s'agit de vendre, même si le but ultime de la publicité peut ne pas être de promouvoir des produits. Ce dont il s'agit avant tout, puisque ces techniques dérivent essentiellement de la pratique psychanalytique, est « d'amener à la surface, en le rendant clairement conscient, tout le contenu de ces « bas-fonds » de l'être qui forment ce qu'on appelle proprement le « subconscient » » et donc d'entraîner l'homme dans la direction de l'infra-humain (π).

Nous proposons ci-dessous le premier chapitre de « Propagande » dans une nouvelle traduction.

La manipulation consciente et intelligente des opinions et des habitudes organisées des masses constitue un élément essentiel de la société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible et c'est ce gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays (1).

Nous sommes gouvernés, nos esprits sont façonnés, nos goûts sont formés, nos idées nous sont suggérées par des hommes dont nous n'avons jamais entendu parler. C'est la conséquence logique de l'organisation de notre société démocratique. Un très grand nombre d'hommes doivent coopérer de cette manière, s'ils veulent vivre ensemble dans une société qui fonctionne bien.

Nos chefs invisibles, pour la plupart, ne connaissent pas l'identité des autres membres du gouvernement restreint auquel ils appartiennent.

Ils nous gouvernent en vertu de leur autorité naturelle, de leur capacité à fournir les idées dont nous avons besoin et des postes-clés qu'ils occupent dans la structure sociale. Quelle que soit l'attitude que nous décidons d'adopter face à cette situation, le fait est que, dans la plupart des actes de la vie quotidienne, que ce soit dans les domaines de la politique ou des affaires, dans notre manière d'agir en société ou dans notre conduite morale, nous sommes dominés par ce nombre relativement restreint de personnes – une infime fraction des cent vingt millions d'habitants du pays –, qui comprennent les processus mentaux et les modèles sociaux des masses. Ce sont eux qui tirent les ficelles qui contrôlent l'opinion publique, qui mobilisent les anciennes forces sociales et inventent d'autres façons d'ordonner et de diriger le monde.

Nous ne nous rendons généralement pas compte à quel point ces chefs invisibles sont indispensables à la bonne marche de notre vie de groupe. Théoriquement, tous les citoyens peuvent voter pour le candidat de leur choix. Notre Constitution ne considère pas les partis politiques comme un élément du mécanisme du gouvernement et ses rédacteurs ne semblent pas avoir imaginé qu'il puisse se former dans notre vie politique une machine électorale telle que celle qui y existe aujourd'hui. Mais les électeurs américains se sont vite aperçus que, faute d'organisation et de direction, la dispersion de leurs votes entre une douzaine, ou même, pourquoi pas, des milliers de candidats ne pouvait que semer la confusion. Le gouvernement invisible a surgi presque du jour au lendemain, sous forme d'embryons de partis politiques. Depuis lors, dans un souci de simplicité et pour des raisons pratiques, nous nous sommes mis d'accord pour que les appareils des partis se limitent aux choix de deux, au maximum trois ou quatre, candidats. Théoriquement, chacun se fait sa propre opinion sur les questions d'intérêt public et sur celles de vie privée. Dans la pratique, si tous les citoyens devaient étudier par eux-mêmes l'ensemble des données abstruses d'ordre économique, politique et moral qui entrent en ligne de compte dans toutes les questions, il leur serait impossible d'arriver à une conclusion sur quoi que ce soit. Nous avons volontairement accepté de laisser un gouvernement invisible filtrer les informations et traiter les problèmes principaux, afin de nous concentrer sur les choix qu'il nous est réalistement possible de faire (2). Nous acceptons immédiatement que nos dirigeants et les organes de presse dont ils se servent pour toucher le public déterminent les questions d'intérêt public et qu'une autorité morale, qu'il s'agisse d'un pasteur, d'un essayiste ou simplement de l'opinion dominante, nous prescrive un code de conduite sociale standardisé, auquel nous nous conformons la plupart du temps.

Théoriquement, tout le monde achète les produits les meilleurs et les moins chers disponibles sur le marché. Dans la pratique, si tout le monde commençait à fixer le prix et à faire une analyse chimique des dizaines de savons, de tissus ou de pains industriels qui sont en vente, avant de les acheter, la vie économique serait irrémédiablement paralysée. Pour éviter une telle confusion, la société consent à ce que son choix soit limité aux idées et aux objets qui sont portés à son attention par des instruments de propagande de toutes sortes. Par conséquent, de gros efforts sont continuellement déployés pour nous gagner à une politique, à un produit ou à une idée. Il serait préférable de remplacer la propagande et le sophisme par des conseils de sages qui choisiraient nos dirigeants, nous dicteraient notre comportement, public et privé, décideraient pour nous des vêtements et des aliments qui nous conviennent le mieux (3). Mais nous avons choisi la méthode opposée, celle de la concurrence ouverte. Nous devons faire en sorte que cette libre concurrence fonctionne raisonnablement bien. A cette fin, cette société a consenti à laisser la classe dirigeante et la propagande organiser la libre concurrence (4).

Certains des phénomènes de ce processus – la manipulation des informations, l'exaltation de l'individualité et le battage qui se fait autour des politiciens, des produits commerciaux ou des idées sociales – sont critiqués. Les instruments permettant d'organiser et de focaliser l'opinion publique peuvent être mal employés. Cette organisation et cette focalisation n'en demeurent pas moins nécessaires à une vie organisée.

Les techniques de contrôle de l'opinion ont été inventées puis développées au fur et à mesure que la civilisation est devenue de plus en plus complexe et que la nécessité s'est faite de plus en plus sentir d'un gouvernement invisible.

Grâce à l'imprimerie et aux journaux, au chemin de fer, au téléphone, au télégraphe, à la radio, aux avions, les idées peuvent se propager rapidement, voire instantanément, dans toute l'Amérique.

H. G. Wells montre qu'il a senti les potentialités immenses de ces inventions, lorsqu'il écrit dans le New York Times : « Les moyens de communication modernes – la possibilité qu'offrent l'imprimerie, le téléphone, la TSF et ainsi de suite de transmettre des directives stratégiques ou techniques à un grand nombre de centres de coordination, d'obtenir des réponses rapides et d'avoir des discussions efficaces – ouvrent de nouveaux horizons aux processus politiques. Les idées et les slogans peuvent désormais avoir une efficacité plus grande que celle de n'importe quelle personne et supérieure à tout intérêt particulier. Le projet commun peut être soutenu et défendu sans être perverti ni trahi. Il peut être élaboré et développé progressivement et jusqu'à son terme, en dépit des sources de malentendus que sont les questions de personnes, le particularisme et le sectarisme. »

Ce que dit M. Wells des processus politiques vaut aussi pour les processus commerciaux et sociaux et pour toutes les formes d'activités collectives. Dans la société actuelle, les groupements et les affiliations ne sont plus soumis à des limitations « particularistes et partisans ». Lorsque la Constitution a été adoptée, la société était fondée sur la communauté villageoise. La plus grande partie des denrées de première nécessité dont avait besoin le village y étaient produits et les idées et les opinions collectives s'y formaient au travers des contacts et des échanges personnels entre ses membres. Mais, aujourd'hui, en raison de l'intégration géographique qui résulte de la possibilité de transmettre instantanément les idées à n'importe quelle distance et à un grand nombre de personnes, il existe de nombreux autres types de groupements, si bien que des personnes partageant les mêmes opinions ou les mêmes intérêts peuvent être associées et contrôlées en vue d'une action collective, alors même qu'elles vivent à des milliers de kilomètres les unes des autres.

Il est extrêmement difficile de se faire une idée du nombre et de la diversité de ces clivages qui existent dans notre société (5). Ils peuvent être sociaux, politiques, économiques, raciaux, religieux ou moraux et comprendre chacun des centaines de subdivisions. Voici, par exemple, les groupements qui se trouvent sous la lettre A dans Le World Almanach : Ligue pour l'abolition de la peine de mort ; Association pour l'abolition de la guerre ; Institut américain des comptables ; Syndicat des acteurs ; Association actuarielle d'Amérique ; Association internationale de publicité ; Association nationale aéronautique ; Institut d'art

et d'histoire d'Albany ; Société biblique Amen ; Académie américaine de Rome ; Association américaine des antiquaires ; Ligue américaine des droits civils ; Fédération des travailleurs américains ; Amorc (Ordre de la Rose-Croix) ; Andiron Club ; Société historique américano-irlandaise ; Ligue anti-tabac ; Ligue contre le blasphème ; Association archéologique d'Amérique ; Association nationale de tir à l'arc ; Société de chant Arion ; Association américaine des astronomes ; Association des éleveurs de bovins Ayrshire ; Club aztèque de 1847... ; pour ne citer que les premiers d'une liste qui en contient bien d'autres encore.

L'American Newspaper Annual and Directory de 1928 recense 22128 publications périodiques aux États-Unis. J'ai choisi au hasard tous les titres publiés à Chicago qui commencent par la lettre N : Narod (quotidien bohémien) ; Narod-Polski (mensuel polonais) ; N.A.R.D. (industrie pharmaceutique) ; National Corporation Reporter ; National Culinary Progress (destinée aux chefs de cuisine) ; National Dog Journal ; National Drug Clerk ; National Engineer ; National Grocer ; National Hotel Reporter ; National Income Tax Magazine ; National Jeweler ; National Journal of Chiropractic ; National Live Stock Producer ; National Miller ; National Nut News ; National Poultry, Butter and Egg Bulletin ; National Provisioner (aux ouvriers d'abattoir) ; National Real Estate Journal ; National Retail Clothier ; National Retail Lumber Dealer ; National Safety News ; National Spiritualist ; National Underwriter ; The Nation's Health ; Naujienos (quotidien en lituanien) ; New Comer (hebdomadaire républicain pour Italiens) ; Daily News ; The New World (hebdomadaire catholique) ; North American Banker ; North American Veterinarian. Le tirage de certaines de ces publications est étonnant. The National Live Stock Producer a un tirage certifié de 155978 exemplaires, The National Engineer de 20328 et le tirage de The News World est estimé à 67000 exemplaires. La plupart des périodiques recensés – choisis au hasard parmi 22128 titres – sont tirés à plus de 10000 exemplaires.

La diversité de ces publications est évidente au premier coup d'œil. Pourtant, cette liste ne peut donner qu'une vague idée des innombrables clivages de notre société qui diffusent des informations et des opinions pour influencer les différents groupes qui les composent.

5500 congrès et salons sont programmés cette année dans le monde. Voici, répertoriées dans un numéro récent de World Convention Dates, les différentes associations qui en organisent un à Cleveland, dans l'Ohio : l'Association des photographeurs indépendants d'Amérique ; l'Association des écrivains spécialisés dans le reportage en extérieur ; les Chevaliers de Saint-Jean ; la Ligue Walther ; l'Association nationale des fabricants de vêtements d'extérieur en tricot ; les Chevaliers de Saint-Joseph ; l'Ordre royal du Sphinx ; l'Association des sociétés de prêt hypothécaire ; l'Association internationale des employés de la fonction publique ; les Clubs Kiwanis de l'Ohio ; l'Association américaine des photographeurs ; le Salon des constructeurs automobiles de Cleveland ; l'Association des chauffagistes et des thermiciens.

Devaient aussi se tenir en 1928 les congrès de : l'Association des fabricants de prothèses ; l'Association nationale des amateurs de cirque d'Amérique ; l'Association américaine de naturopathie ; l'Association américaine de tir au pigeon ; l'Association folklorique du Texas ; l'Association des réceptionnistes d'hôtel ; l'Association des éleveurs de renards ; l'Association de fabricants d'insecticide et de désinfectant ; l'Association nationale des fabricants de boîtes et de caisses à œufs ; l'Association américaine d'embouteilleurs de boissons gazeuses ; l'Association nationale des ouvriers de conserveries de cornichons, sans oublier la Course de Tortues (6). Si l'on pouvait recenser ces milliers d'institutions et d'organisations officielles (aucune liste complète n'en a jamais été établie), elles ne représenteraient encore qu'une petite partie de toutes celles qui, même si elles existent d'une manière moins officielle, n'en sont pas moins très actives. Les idées sont examinées en détail et les opinions sont stéréotypées au club de bridge du quartier. Les dirigeants affirment leur autorité sur la communauté en lui fournissant des services ou en organisant des représentations de théâtre amateur. Des milliers de femmes appartiennent sans toujours en avoir conscience à un cercle qui suit les modes lancées par une personnalité en vue. Le magazine Life énonce cette idée d'une manière satirique dans la réponse que donne un Américain à un Britannique qui vante la société américaine pour n'avoir ni castes ni classes supérieures ou classes inférieures : « Oui, tout ce que nous avons, ce sont les Quatre Cent (7) les Cols Blancs, les Contrebandiers, les Barons de Wall Street, les Criminels, les Filles de la Révolution américaine, le Ku Klux Klan, les Dames Coloniales, les Francs-Maçons, les Kiwanis et les Rotariens, les Chevaliers de Colomb, l'Ordre des Elks, la Censure, les Experts, les Imbéciles, des Héros comme Lindbergh, la WCTU, les Politiques, les Menckénites et l'Ignoreoisie (8), les Immigrants, les Radiodiffuseurs et... les Riches et les Pauvres. »

Il ne faut cependant pas oublier que tous ces groupes s'entremêlent. En plus d'appartenir au Rotary, M. John Jones est aussi membre d'une Église, d'une fraternité, d'un parti politique, d'une œuvre de bienfaisance, d'une association professionnelle, d'une chambre de commerce locale, d'une ligue prohibitionniste ou anti-prohibitionniste, d'une association qui a pour but, soit de combattre, soit de soutenir la réduction des tarifs douaniers et d'un club de golf. Il aura tendance à répandre les opinions qui lui sont inculquées au Rotary dans les autres groupes dans lesquels il peut avoir de l'influence.

Cette imbrication invisible de groupes et d'associations est le mécanisme par lequel la démocratie a organisé son esprit collectif et simplifié sa pensée collective. Déplorer l'existence de ce mécanisme, c'est vouloir une société qui n'a jamais existé et qui n'existera jamais (9). Il serait tout aussi absurde de reconnaître qu'il existe, tout en espérant qu'il ne soit pas exploité.

Emil Ludwig dit de Napoléon qu'il était constamment à l'affût d'indications sur l'opinion publique ; toujours à l'écoute de la voix du peuple, voix qui défie le calcul. « Savez-vous, demandait-il à l'époque,

ce que j'admire le plus dans le monde ? C'est l'impuissance de la force pour organiser quelque chose. » Le but de ce livre est d'expliquer la structure du mécanisme de contrôle de l'opinion publique, de montrer comment celle-ci est manipulée par les partis qui cherchent à faire accepter au public une idée particulière ou un produit particulier. Il s'efforcera en même temps de préciser la place que doit occuper cette nouvelle propagande dans le système démocratique moderne et de donner un aperçu de l'évolution progressive du code moral et de la pratique qui y sont liés.

Edward L. Bernays, *Propaganda*, chap. 1, Oswald Liveright, New York, 1928, traduit de l'américain par B. K.

(α) Serge Moscovici, *L'âge des foules : un traité historique de psychologie des masses*, Éd. Complexe, Bruxelles, 1991, p. 16.

(β) Voir Paul Veyne, *L'Empire gréco-romain*, le Seuil, coll. « Des travaux », 2005.

(γ) Gabriel Tarde, *L'Opinion et la foule*, Félix Alcan, coll. « Bibliothèque de philosophie contemporaine », Paris, 1901, p. 9.

(δ) Voir Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, Félix Alcan, Paris, 1895.

(ε) voir Adolph Hitler, *Mon Combat*, t. 1, Nouvelles éditions latines, Paris, 1926, p. 321.

(ζ) Fabrice D'Almeida, « Propagande, histoire d'un mot disgracié », *Mots. Les langages du politique*, n° 69, 2002, consultable à l'adresse suivante : <http://mots.revues.org/10673>, consulté le 4 septembre 2017.

(η) Ibid.

(θ) Ibid.

(ι) Ibid.

(κ) Walter Lippmann, *Public Opinion*, Harcourt, Brace and Company,, New York, chap. XV, 1922. La contribution décisive de Lippmann à la transformation de la propagande en une science de la manipulation tient à deux raisons. La première est que, alors que la science politique se focalisait sur l'étude du comportement des institutions politiques, Lippmann choisit d'analyser le comportement des citoyens. La seconde est qu'il fut le premier à expliquer les implications politiques de la communication de masse.

L'hypothèse fondamentale de Lippmann est que « [l']environnement réel est purement et simplement trop vaste, trop complexe et trop éphémère pour que nous en ayons une connaissance directe », si bien que, pour y faire face et pouvoir y agir, nous n'avons pas d'autre choix que de le « reconstituer mentalement d'après un modèle plus simple » (chap. I [toute indication de chapitre dans cette note

renvoie à « Public Opinion »]), qui constitue le « pseudo-environnement ». Nous reconstituons ce « pseudo-environnement » à partir d'« images » que nous avons « dans la tête », images qui soit sont conçues par nous-mêmes, soit nous sont données et en fonction desquelles nous agissons. Elles sont caractérisées par le simplisme et une relative opposition au changement. Elles sont partagées par de nombreuses personnes, transmises de génération en génération et propagées par les médias de masse. Lippmann les appellent des « stéréotypes » ; c'est lui qui a introduit le terme dans le vocabulaire des sciences sociales (Vincent Yzerbyt et Georges Schadrone, « Stéréotypes et jugement social ». In Richard Y. Bourhis et Jacques-Philippe Leyen [éds.], *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, 2e éd., Mardaga, 1999, p. 130). Ils forment à eux tous des « cartes » que les individus doivent utiliser pour « traverser le monde ». Ce « pseudo-environnement » a beau être une « fiction », il n'est pas « trompeur », dans la mesure où il reste plus ou moins fidèle à l'environnement réel (chap. I).

La fréquence des termes d'« acteurs » de « spectateurs » et de « spectacles » dans les écrits de Lippmann est frappante et nous amènera à développer ici quelques considérations sur l'importance capitale que les théories de ce journaliste juif ont eue dans le développement des techniques de « guerre psychologique » et même, à vrai dire, de « guerre psychique » qui ont permis la mise en place de ce que l'on appelle aujourd'hui « réalité virtuelle », condition préalable à l'instauration du soi-disant « nouvel ordre mondial ».

Selon P. Friedland, la pratique politique et la pratique théâtrale sont devenues virtuellement identiques et indissociables pendant la période révolutionnaire en raison d'une évolution parallèle de la théorie de la représentation théâtrale et de la théorie politique. Avant le milieu du XVIII^e siècle, les acteurs, que ce soit sur la scène théâtrale ou sur la scène politique, se voyaient comme incarnant une entité fictive : dans le premier cas, le personnage d'une pièce ; dans le second cas, le corps mystique de la nation française, « incarnation civique du corpus christi » (Kenneth R. Stow, *Popes, Church, and Jews in the Middle Ages: Confrontation and Response*, Ashgate Variorum, Aldershot, 2007, p. 379). Le rôle des deux fut redéfini parallèlement à partir des années 1750. Les acteurs dramatiques furent formés pour interpréter leurs rôles abstraitement, d'une manière qui semblât réaliste au public. La création de l'Assemblée nationale marqua le triomphe de la représentation abstraite dans l'arène politique. Rompant avec le passé, ce corps délibérant n'affirma pas être la nation, mais prétendit parler en son nom. Cette nouvelle forme de représentation provoqua une cassure entre les acteurs – que ce soit les acteurs dramatiques ou les acteurs politiques – et leur public : les spectateurs, au spectacle comme dans la vie politique, furent relégués au rôle d'observateurs passifs d'un spectacle qui était donné pour eux, mais auquel ils ne participaient plus directement. La théorie lippmannienne de l'opinion publique s'inscrit dans le prolongement direct de cette nouvelle conception de la représentation, qui est au fondement de la démocratie moderne et qui dérive du concept diderotien de « quatrième mûr ».

Le « quatrième mûr » constitue une frontière virtuelle dressée entre la scène et la salle, afin que « les acteurs accomplissent leurs actions comme si personne ne les regardait, comme s'ils étaient pris dans un espace clos et indépendant, [dans le but] de donner de la réalité le reflet le plus parfait » (Muriel Plana, *Roman, théâtre, cinéma : adaptations, hybridations et dialogue des arts*, Bréal Editions, coll. « Amphi Lettres », 2004, p. 242) ; « [ce] mûr était opaque d'un côté, translucide de l'autre et rien ne pouvait passer à travers, sauf le regard du spectateur, regard qui était désormais fixé sur quelque chose

qui n'avait jamais encore existé : une réalité artificielle entièrement autonome. Auparavant, les représentations se déroulaient presque au milieu d'une foule de spectateurs [souvent bruyants et indisciplinés] qui pouvaient choisir de prêter attention soit au spectacle, soit à ce qui se passait dans la salle [qui était éclairée]. Maintenant, il existait deux mondes complètement séparés. En bas dans l'obscurité se trouvaient des spectateurs isolés qui ne pouvaient plus communiquer entre eux et formaient un corps homogène uniquement parce qu'ils regardaient tous ensemble l'action sur la scène et non plus à travers leurs interactions [...] Le quatrième mûr rendit donc possible quelque chose de plus grand que la somme des illusions individuelles produites par le jeu de chaque acteur. Une scène vide de spectateurs [jusqu'au début du XVIIIe siècle il était courant que des spectateurs assistent à une représentation sur la scène, assis sur une chaise] rendit soudain possible la création de quelque chose qui n'aurait jamais pu exister avant : un nouveau monde, un monde purgé de toute réalité prosaïque et entièrement fait de fictions réalistes, un univers physiquement et conceptuellement séparé du monde habité par les spectateurs, un monde avec son propre espace et avec son propre temps et qui ne prêtait attention à aucun de ceux qui vivaient et à rien de ce qui existait à l'extérieur de ses frontières et qui semblait en quelque sorte plus intéressant, plus vraisemblable et plus enivrant aux spectateurs que leur réalité fragmentée. Ce fut la prémisse théorique du théâtre moderne et ce fut aussi la prémisse théorique de la représentation politique moderne ».

Ce fut la prémisse théorique du théâtre moderne et ce fut aussi la prémisse théorique de la représentation politique moderne », fondée sur le principe de la souveraineté nationale selon lequel le peuple gouverne par l'intermédiaire de représentants élus.

« Si, en dépit d'institutions et pratiques connues des Grecs et auxquelles nous serions rétrospectivement tentés de donner le nom de représentation, ces derniers ne possédaient ni le nom ni la chose. Bien que latin, pourtant, il n'est pas certain qu'on puisse imputer les prémices de la représentation moderne à Rome. Dans le latin classique, en effet, la représentation s'entend au sens élémentaire de « produire ou montrer à nouveau » et ne s'emploie que pour des objets inanimés et non pour des individus et encore moins pour une collectivité d'individus » (Pierre Brunet. Les principes justificatifs : La Représentation. 2011, p. 10 – <https://shs.hal.science/halshs-00661840v1/document>) En France, Philippe le Bel fut le premier roi qui ait convoqué des états généraux, dont on ne sait rien du mode de convocation et de nomination des membres des trois ordres, pas plus de la forme et des résultats des délibérations. Ce que l'on sait, c'est que, dès le début du XIVe siècle, la comparution aux états fut considérée comme un devoir impérieux. Les députés des villes, presque toujours choisis parmi les maires, les échevins ou les consuls, devaient s'y présenter munis d'une procuration écrite attestant de leur plein pouvoir de représentation de leur commune. Ils n'étaient pas députés de droit. Le représentant d'un ordre n'était pas nécessairement pris dans cet ordre, particulièrement en ce qui concerne la noblesse, qui voyait ces assemblées sous un mauvais jour. Mais, une fois députés, les nobles, comme les évêques, les abbés et les prieurs, étaient tenus de comparaître en personne. Le suffrage universel paraît avoir été le mode d'élection des députés de la bourgeoisie (voir Edgard Boutaric, Les Premiers Etats généraux. 1302-1314, Bibliothèque des chartes, 21e année, t. 1, 5re série). » [...] l'élu n'était qu'un émissaire chargé de transmettre les vœux du groupe qui l'avait désigné. Il n'avait aucune vocation à jouer un rôle propre, sa personne même devant s'effacer derrière ceux qui l'avaient désigné : les électeurs consignaient eux-

mêmes la somme de leurs revendications et de leurs suggestions et désignaient ensuite l'un d'entre eux pour la transmettre au roi » (Pierre Brunet, op. cit., p. 13). « Au xvème siècle, on est passé de la participation personnelle à un système représentatif dans lequel le bailli ou le sénéchal convoquait la noblesse et les clercs d'ordre du roi dans leur ressort et chaque ordre désignait ses députés et si les villes continuaient d'envoyer des délégués, les paysans du plat pays élaient leurs députés au lieu d'être, comme auparavant, représentés par leurs seigneurs. La représentation n'était pas de nature politique. Les députés ne représentaient pas « la chose publique du pays » mais seulement les intérêts de leur ordre. Ils étaient des mandataires et non pas des représentants puisqu'ils étaient investis d'un mandat passé devant notaire, étroitement défini et toujours révocable. Les députés n'avaient aucune possibilité de négociation et de transaction. Leur mandat était impératif, au sens du droit civil » (Dmitri Lavroff, À propos de la représentation politique dans la France contemporaine, OpenEdition Books, Presse Universitaire de Marseille, 2015, p. 451-67). D'autre part, tous les « sujets » du royaume qui le souhaitaient, du plus humble au plus noble, étaient consultés. Les cahiers de doléances que les délégués des trois ordres emportaient avec eux aux États généraux étaient une compilation des doléances inscrites dans les « cahiers de gouvernements », qui étaient eux-mêmes une compilation remaniée des doléances inscrites dans les « cahiers de bailliages », qui étaient eux-mêmes la synthèse des doléances exprimées dans les « cahiers de paroisse » (voir Gabriel Lepointe, Histoire des institutions et des faits sociaux, Éditions Montchrestien, 1963 ; voir aussi Edme Jacques Benoît Rathéry, Histoire des États généraux de France, Paris, 1845). Certes, les États généraux étaient une assemblée extraordinaire et ne furent convoqués que trente-six fois en cinq siècles, cinq siècles au cours desquels, cependant, le roi avait l'obligation de « s'informer » auprès des trois ordres, « faire de nombreuses et fréquentes consultations et y répondre régulièrement » (Dmitri Lavroff, op. cit.) (*).

La Révolution « française » balaya cet édifice effectivement représentatif. Au mandat impératif fut substitué le mandat représentatif (**); la représentation elle-même ne le fut plus que de nom, ne fut plus que théâtrale, fictive, mais vraisemblable, car, comme indiqué plus haut, la création de l'Assemblée nationale marqua le triomphe de la représentation abstraite dans l'arène politique. Comme le déclara Lally-Tolendal à l'Assemblée le 7 juillet 1789, « [c]haque partie de société est sujette ; la souveraineté ne réside que dans le tout réuni ; je dis le tout, parce que le droit législatif n'appartient pas à la partie du tout ; je dis réuni, parce que la nation ne peut exercer le pouvoir législatif lorsqu'elle est divisée, et elle ne peut alors délibérer en commun. Cette délibération commune ne peut exister que par représentants; là où je vois les représentants de vingt-cinq millions d'hommes, là je vois le tout en qui réside la plénitude de la souveraineté ; et s'il se rencontrait une partie de ce tout qui voulût s'élever contre la nation, je ne vois qu'un sujet qui prétend être plus fort que le tout. Il n'est pas permis de protester, de réserver ; c'est un attentat à la puissance de la majorité. Les principes qui s'élèvent contre les protestations sont les mêmes contre les mandats impératifs. Quelle harmonie pourrait-il exister? Quelle serait l'Assemblée où chaque membre arriverait armé d'une protestation ou d'un mandat qui le forcerait de combattre l'opinion générale ? (Archives parlementaires, t. 8 : Du 5 mai 1789 au 15 septembre 1789, Séance du mardi 7 juillet 1789, p. 204 – https://frda.stanford.edu/fr/catalog/bm916nx5550_00_0273). L'Assemblée s'était donc imposée comme « la seule voix de la volonté générale. En revanche, les Français, parce qu'ils ne pouvaient pas s'assembler ou délibérer dans un même lieu, étaient considérés comme incapables d'exprimer autre

chose que des particularisations de la volonté générale. Tout comme les professionnels du nouveau théâtre, qui pensaient qu'une représentation plus réaliste nécessitait une scène sans spectateurs, les représentants de la nouvelle Assemblée nationale, en rejetant le mandat impératif, éloignèrent effectivement de la scène les spectateurs politiques. Ce n'est que de cette façon qu'ils pouvaient donner une représentation qui semblait vraisemblable – une représentation plus réelle que le peuple réel dans l'intérêt duquel ils [prétendaient œuvrer] » (Paul Friedland, *Parallel Stages*. In Colin Jones et Dror Wahrman (éds.), *The Age of Cultural Revolutions: Britain and France, 1750-1820*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles et Londres, 2002, p. 248).

La théorie de l'opinion publique de Lippmann poussait le processus encore plus loin, en redéfinissant le rôle du peuple dans la vie politique et dans la vie publique, ou plutôt en lui retirant tout rôle dans celles-ci. Chez lui, s'il existe encore des acteurs politiques, il n'existe plus de spectateurs politiques. Il « a éliminé le public de la politique et la politique de la vie publique » (Eve Stryker Munson et Catherine A. Warren (éds.), *James Carey: A Critical Reader*, University of Minnesota Press, Minneapolis et Londres, 1997, p. 23)

Certes, la plupart des individus sont tour à tour « acteurs » et « spectateurs », selon les circonstances ; « acteurs », ils ne le sont cependant pas au sens de « personnes qui agissent », y compris dans le domaine politique ou public, mais au sens théâtral et psychologique ; du reste, ils ne peuvent pas l'être : « L'individu n'a pas d'opinions sur les affaires publiques. Il ne sait pas gérer les affaires publiques. Il ne sait pas ce qui se passe, pourquoi cela se passe et ce qui devrait se passer. Je ne vois pas comment il pourrait le savoir et il n'y a pas la moindre raison de penser que [...] l'ignorance de chacun des individus qui composent la masse pourrait constituer une force directrice dans les affaires publiques » (Walter Lippmann, *The Phantom Public*, Harcourt, Brace and Co., New York, 1925, p. 39) ; « spectateurs », les individus le sont, ou, en tout cas, devraient l'être, essentiellement de leur propre vie. Après avoir déclaré que toute analyse de l'opinion publique doit partir du principe qu'il existe « une relation triangulaire entre la scène de l'action, l'image que l'homme conçoit de cette scène et la réaction de l'homme à l'image qui se forme sur la scène de l'action », Lippmann fait cette comparaison qui, mis à part son caractère tarabiscoté, indique clairement qu'il envisageait la vie des individus dans leur « pseudo-environnement » comme un spectacle, plus ou moins privé : « Un peu, dit-il, comme s'il s'agissait d'une pièce qui avait été suggérée aux acteurs par leur propre expérience et dans laquelle l'intrigue est transposée (« transacted ») dans la vie réelle des acteurs et non pas simplement sur la scène. » Idéalement, il s'agit d'une pièce filmée, car, ajoute-t-il, « [l']image animée [le cinéma] souligne souvent avec bonheur ce double drame entre le motif intérieur et le comportement extérieur » (chap. I), autant dire, au passage, accentue le caractère schizophrénique de l'expérience. Les comparaisons entre le citoyen et le spectateur de films sont très fréquentes dans les écrits de Lippmann. Nous reviendrons sur ce point.

Les acteurs politiques eux-mêmes sont considérés plus ou moins comme des « fantômes ». Les problèmes dans la société moderne sont d'une telle ampleur et d'une telle complexité que, non seulement il est impossible que les citoyens participent activement aux affaires publiques, mais aussi que les politiciens soient capables de comprendre et de gérer convenablement et efficacement les affaires publiques. « ... Le gouvernement représentatif, soit dans ce qu'on appelle communément

politique, soit dans l'industrie, ne peut pas fonctionner correctement, quel que soit le principe de l'élection, sans une organisation indépendante d'experts qui fasse comprendre les faits invisibles à ceux qui doivent prendre les décisions » (chap. I). Cette classe d'experts est formée de scientifiques (ingénieurs, statisticiens, etc.) et de spécialistes des sciences humaines. L'expert doit se contenter de donner des conseils techniques au politicien, sans essayer d'influencer en quoi que ce soit la prise de décision, qui revient au politicien. L'expert – la phrase semble tout droit sortie d'un traité de démonologie – « est là pour représenter l'invisible. Il représente les gens qui ne sont pas des électeurs, les fonctions des électeurs qui ne sont pas évidentes, les événements qui sont hors de vue, les muets, les personnes à naître, les relations entre les choses et les gens. Il a une circonscription électorale intangible » (chapitre XXVI). La classe d'experts qu'a en vue Lippmann n'est-elle pas une forme de gouvernement invisible, ou plutôt une couche intermédiaire entre la classe policienne, bien en vue et le véritable gouvernement invisible ?

Pour Lippmann, « [...] l'opinion publique n'est ni la voix de Dieu, ni la voix de la société, mais la voix des spectateurs intéressés par l'action » (Clinton Rossiter et James Lare [éds.], *The Essential Lippmann: A Political Philosophy for Liberal Democracy*, Harvard University Press, Cambridge, MS, 1982, p. 92). Pour les y intéresser, il faut les informer et c'est ici qu'entre en scène le journalisme. « La première responsabilité du journalisme, selon Lippmann, est de traduire les discussions techniques et les actions des dirigeants politiques et des experts [qui les aident à prendre des décisions] dans un langage qui soit compréhensible aux citoyens [...] » (Tanni Haas, *The Pursuit of Public Journalism: Theory, Practice and Criticism*, Routledge, 2012, p. 7). Les journalistes eux aussi dépendent des connaissances et du savoir faire de ces experts, pour façonner l'opinion, ou, pour employer la fameuse expression de Lippmann, organiser « la fabrication du consentement » (chap. XV). Assez curieusement, le journaliste juif, qui avait travaillé comme propagandiste pour l'administration états-unienne pendant la Première Guerre mondiale, voyait dans le dirigeant politique une personne mieux placée que le journaliste pour faire de la propagande (***) et considérait que seul le gouvernement devait en faire et qu'il était dangereux de la laisser aux mains d'« entreprises privées non réglementées » (*Liberty and the News*, Harcourt, Brace and Howe, New York, 1920, p. 5). Or, déclare Lippmann, « [p]our mener une propagande, il doit exister une certaine barrière entre le public et l'événement. L'accès à l'environnement réel doit être limité, avant que quiconque puisse créer un pseudo-environnement qu'il estime raisonnable ou désirable » (chap. II). Cette « barrière » est constituée par la censure (****) et est équivalente au « quatrième mûr ».

L'image animée représente pour Lippmann le média privilégié de la « censure » que doit exercer le journalisme pour maintenir le citoyen dans son rôle d'observateur passif de la représentation politique, pour le maintenir dans l'illusion qu'il est représenté politiquement. Il compare la censure à un « écran peint » (*Liberty and the News*, p. 12). Que la « censure » passe d'abord par la diffusion de programmes visuels ressort clairement de la précision qu'il apporte à l'idée, mentionnée plus haut, que « [p]our mener une propagande, il doit exister une certaine barrière entre le public et l'événement » et que « [l]'accès à l'environnement réel doit être limité, avant que quiconque puisse créer un pseudo-environnement qu'il estime raisonnable ou désirable » : « [s]i, dit-il, les gens qui ont un accès direct [à l'environnement] peuvent mal comprendre ce qu'ils voient, personne d'autre ne peut décider de la

manière dont ils le comprendront mal, à moins que l'on puisse décider où ils doivent regarder et ce qu'ils doivent regarder » : « où ils doivent regarder et ce qu'ils doivent regarder » et non « ce qu'ils doivent lire » ou « ce qu'ils doivent écouter ».

Lippmann se félicite de la passivité qu'entraîne l'exposition à l'image cinématographique : « Les photographies ont le même genre de pouvoir sur l'imagination aujourd'hui que celui qu'avait l'écrit hier et la parole autrefois. Elles semblent totalement réelles. Elles viennent à nous, pensons-nous, directement, sans ingérence humaine et on ne peut pas concevoir d'aliment plus facile à consommer pour l'esprit. Toute description écrite ou même toute image fixe demande un effort pour être visualisée, tandis que l'écran observe pour vous, décrit pour vous, constate pour vous, imagine pour vous, fait tout à votre place » (chap. VI). Et, dans le monde moderne, constate Lippmann, les « stéréotypes » que les individus ont « dans la tête » sont pour une large part et même pour une part de plus en plus large, non pas des images conçues par les individus eux-mêmes, mais des images construites par les médias et en particulier le cinéma.

Ainsi, chez Lippmann, le terme de « censure » reçoit une extension beaucoup plus large que celle qui y est donnée généralement et c'est justement pour cela qu'il l'assimile à une « barrière » plutôt qu'à un filtre. Concrètement, elle est constituée par l'« écran », qui, comme toute surface sur laquelle sont projetées des images, « représente un monde hermétiquement fermé qui se déploie magiquement, indifférent [comme sont les acteurs de théâtre derrière le « quatrième mûr »] à la présence du public, auquel il donne une sensation de séparation et sur les fantasmes de voyeur duquel il joue » (Laura Mulvey, « Visual Pleasure and Narrative Cinema. » *Film Theory and Criticism: Introductory Readings*. Eds. Leo Braudy and Marshall Cohen, Oxford University Press, New York, 1999, p. 835-6). Freudien, Lippmann n'ignorait pas que l'une des pulsions fondamentales de l'être humain est la pulsion scopique, à savoir le « plaisir de regarder » et par extension, le « plaisir de regarder des ébats sexuels » ou « une autre personne en tant qu'objet érotique », plaisir tout narcissique et, caractéristique de cet état affectif dans le monde moderne, tout cérébral.

En 1789, les députés de la Constituante ne disposaient d'aucune technologie du type de celle de l'écran ; à l'époque où Lippmann publia « Public Opinion », les projections de dessins animés étaient devenues relativement courantes et jouissaient de la faveur publique. La première retransmission publique de télévision en direct fut effectuée à Londres en 1926 et, à la fin des années 1960, la plupart des foyers dans le « monde occidental » étaient équipés d'un téléviseur. Vinrent ensuite l'ordinateur, l'ordinateur portable, le téléphone mobile et la « tablette ». Partout est aujourd'hui l'écran, c'est-à-dire, matérialisé, le « quatrième mûr ».

(*) « Si le principe est clair, les modalités de consultation sont variables : États généraux, Assemblées de notables, États provinciaux, telles sont les plus frappantes. Mais les ordres isolés ont tenu des assemblées, plus ou moins larges jusqu'au milieu du xviième siècle ; et le Clergé de France a tenu jusqu'à la fin son assemblée d'ordre. D'autre part, les villes qui appartiennent à l'état commun, sont souvent consultées par le roi et peuvent toujours lui adresser des remontrances. De même les ordres qui ont une organisation permanente, peuvent toujours lui adresser des remontrances et souvent prompts à lui adresser spontanément leurs doléances [...] Et ainsi, même après la disparition des États généraux et

dans les pays qui n'avaient plus d'États provinciaux, le gouvernement à grand conseil reste, d'une autre manière, pratique [...] Jusqu'à la Révolution, des doléances fort variées, parvenues par le canal du secrétaire d'État compétent, ont été examinées par le Conseil et « répondues » par le roi » (F.-R. Olivier-Martin, Précis d'Histoire du Droit français, 3e éd., Librairie Dalloz, Paris, 1938, p. 264. Cité in Dmotri Lavroff, op. cit., note 7).

(**) Sur le décret du 23 juin 1789 sur l'inviolabilité des députés Friedland (Parallel Stages. In Colin Jones et Dror Wahrman [éds.], The Age of Cultural Revolutions: Britain and France, 1750-1820, University of California Press, Berkeley, Los Angeles et Londres, 2002, p. 249) remarque : « Bien que le principe d'inviolabilité fût apparemment destiné à protéger la jeune assemblée contre les forces de la réaction, les critiques de l'Assemblée s'empressèrent de déclarer que le principe d'inviolabilité constituait moins une protection contre les troupes royales qu'une protection contre le peuple français lui-même. Et c'est ainsi que, comme des acteurs de théâtre qui, sur la scène, ignorent les spectateurs de l'autre côté du quatrième mûr, les représentants politiques, libérés du mandat impératif et à l'abri derrière leur mûr d'inviolabilité, pouvaient faire comme si [le peuple] n'existait pas. » Voir, au sujet de la correspondance entre théorie de la représentation démocratique et théâtralité, Eric Avocat, « Du théâtre à la théâtralité : la scène parlementaire et la pluralité des mondes dramaturgiques ». In Dramaturgies du conseil et de la délibération, Actes du colloque organisé à l'Université de Rouen en mars 2015, publiés par Xavier Bonnier et Ariane Ferry.

(c) Publications numériques du CÉRÉDI, « Actes de colloques et journées d'étude, n°16, 2016, consultable à l'adresse suivante : <http://ceredi.labos.univ-rouen.fr/public/?du-theatre-a-la-theatralite-la.html>, consulté le 13 septembre 2017.

(***) D'autant plus curieux – ou hypocrite – que, dans « Liberty and the News » (Harcourt, Brace and Howe, New York, 1920, p. 48-9), il déclare justement : « [...] le journal est littéralement la Bible de la démocratie, le livre dont un peuple tire sa conduite. C'est le seul livre sérieux que la plupart des gens lisent. C'est le seul livre qu'ils lisent tous les jours. Or, le pouvoir de déterminer chaque jour ce qui paraîtra important et ce qui doit être négligé est un pouvoir unique en son genre depuis que le pape a perdu son emprise sur les laïcs. »

(****) Dans « Liberty and the News » (Harcourt, Brace and Howe, New York, 1920, p. 12, – dans lequel Lippmann est d'ailleurs très critique envers la propagande – le propagandiste et le censeur sont assimilés l'un à l'autre.

(λ) Kevin Hora, Propaganda and Nation Building: Selling the Irish Free State, Routledge, Londres et New York, 2017, p. 17.

(μ) Walter Lippmann, Public Opinion, chap. XVXVI.

(v) Ibid., chap. XV. Une des « améliorations importantes » que Bernays apportera à la théorie de l'opinion publique de Lippman est constituée par le fait que, tandis que Lippmann proposait au consommateur de canaliser ses « désirs inconscients », Bernays l'incitera à les libérer (voir Dominique

Trudel, Guerre, communication, public : Walter Lippmann et l'émergence d'un problème, Thèse de doctorat, Université de Montréal, 2013, p. 189).

(ξ) Stuart M. Levy, *Public Relations and Integrated Communications*, Lotus Press, New Delhi, 2006, p. 2.

(ο) Cité in Adam Sheingate, *Building a Business of Politics: The Rise of Political Consulting and the Transformation of the American Society*, Oxford University Press, New York, NY, 2016, p. 52.

(π) René Guénon, *Le règne de la quantité et les signes des temps*, Gallimard, Paris, 1945, p. 168.

(1) La première marionnette du gouvernement invisible à avoir révélé l'existence d'un « gouvernement invisible » fut B. Disraeli, il est vrai dans un roman, « *Coningsby* », où le politicien et romancier juif ne craint pas de mettre dans la bouche du Juif Sidonia les mots suivants : « Le monde est dirigé par de tout autres personnages que ceux par lesquels les gens qui ne sont pas dans les coulisses s'imaginent qu'il est dirigé » (vol. 2, 1844, p. 204). Est attribuée à Theodor Roosevelt la déclaration selon laquelle « [d]errière le gouvernement apparent se trouve un gouvernement invisible qui n'a pas prêté allégeance au peuple et n'accepte aucune responsabilité envers lui. Détruire ce gouvernement invisible, profaner la sainte alliance entre les milieux d'affaires corrompus et les milieux politiques corrompus est la première mission d'un gouvernement à notre époque ». Elle ne fut pas faite par Roosevelt, mais par un membre de son parti, le Progressive Party, au cours de la campagne présidentielle de 1912 (voir *An Autobiography by Theodore Roosevelt*, The MacMillian Company, New York, NY, 1913) et n'a pas été portée que lui accordent beaucoup d'opposants au soi-disant « Nouvel Ordre mondial ». Ici, « gouvernement invisible » n'a pas le sens qu'il a chez Bernays ou chez Disraeli, c'est-à-dire un groupe de personnes toutes-puissantes dirigeant occultement un gouvernement dont les membres ne sont que leurs marionnettes ; le « gouvernement invisible » qui est visé par Roosevelt est l'ensemble des avocats d'affaires que le président Taft, son opposant politique, à la Maison Blanche depuis 1909, avait nommés dans son administration et qui travaillaient évidemment pour le capital privé plus que pour l'« intérêt public » (O'Toole, Patricia, 25 juin 2006, « *The War of 1912* », *Time Magazine*) Plutôt que de « gouvernement invisible » – l'États-unien moyen était au courant de la présence de ces avocats d'affaires dans l'administration Taft -, il conviendrait donc de parler, à la limite, de « gouvernement dans le gouvernement ».

(2) L'auteur a le toupet de faire comme si l'homme de la rue était conscient que le véritable gouvernement du pays est invisible et de lui prêter une intention que, n'en étant pas conscient, il ne pouvait avoir. Le gouvernement qu'il a « volontairement accepté de laisser [...] filtrer les informations et traiter les problèmes principaux » est le gouvernement apparent, non l'invisible.

(3) Serait-ce par cynisme que l'auteur met le lecteur face à cette alternative spécieuse entre « la propagande et le sophisme » d'une part et, plus ou moins inspirés de la sophocratie platonicienne, « des conseils de sages » d'autre part et qu'il assimile la « propagande » et le « sophisme » ? Ce n'est nullement tromper un peuple que de le soumettre à une propagande pour le protectionnisme économique ou à une propagande contre l'immigration de colonisation.

(4) Il y aurait beaucoup à dire sur la fameuse « libre-concurrence » dans les faits. Nous nous contenterons ici de faire remarquer que Bernays, sans s'en rendre compte, n'est pas loin de « vendre la mèche », lorsqu'il parle paradoxalement d'« organiser la libre-concurrence ».

(5) L'emploi du terme de « cleavages » par un auteur versé dans la psychanalyse pour décrire une réalité sociale n'est sans doute pas fortuit, ni innocent, car « clivage », dans le jargon psychanalytique, signifie « coexistence, au sein du moi, de deux attitudes psychiques envers la réalité extérieure quand celle-ci vient contrarier une expérience pulsionnelle » et se rapporte donc à un état schizophrénique.

(6) Hormis la nécessité dans laquelle l'auteur se trouve d'illustrer son propos par de longues listes d'associations en tout genre, il semble prendre un malin plaisir à y mêler les plus sérieuses avec les plus fantaisistes, celles dont, huit décennies plus tôt, de Tocqueville (*De la Démocratie en Amérique*, t. 2, 13e éd., Pagnerre, 1850, p. 120) « [confessait qu'il] n'avai[t] pas même l'idée ».

Là où Bernays ne fait que constater l'ampleur du phénomène associatif aux Etats-Unis et son lien avec la démocratie, de Tocqueville essaie de l'expliquer et ce sont de ces explications que nous partirons pour essayer de comprendre la raison du succès des associations en démocratie.

Pour l'historien français, la tendance à constituer des associations civiles est une des conséquences nécessaires de la vie en démocratie. Alors que « [l]es sociétés aristocratiques renferment toujours dans leur sein, au milieu d'une multitude d'individus qui ne peuvent rien par eux-mêmes, un petit nombre de citoyens très puissants et très riches ; chacun de ceux-ci peut exécuter à lui seul de grandes entreprises » ; que « [d]ans les sociétés aristocratiques, les hommes n'ont pas besoin de s'unir pour agir parce qu'ils sont retenus fortement ensemble » et que « [c]haque citoyen, riche et puissant, y forme comme la tête d'une association permanente et forcée qui est composée de tous ceux qu'il tient dans sa dépendance et qu'il fait concourir à l'exécution de ses desseins », eh bien, « [c]hez les peuples démocratiques, au contraire, tous les citoyens sont indépendants et faibles ; ils ne peuvent presque rien par eux-mêmes, et aucun d'entre eux ne saurait obliger ses semblables à lui prêter leur concours. Ils tombent donc tous dans l'impuissance s'ils n'apprennent à s'aider librement ». Dans ces conditions, de Tocqueville envisageait les associations comme une des antidotes aux différents maux de la démocratie qu'il avait identifiés, en particulier l'individualisme (*ibid.*, p. 121) (entendu au sens de « sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis ; de telle sorte que, après s'être ainsi créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même » [*ibid.*, p. 110]) et, du point de vue des institutions, la centralisation. En somme, il considérait les associations comme autant de contre-pouvoirs à l'État centralisateur. Ironiquement, c'est l'État, aux États-Unis comme en France (songeons à la loi de 1901 relative au contrat d'association), qui, à partir du début du XXe siècle, n'a cessé de doper le développement de secteur associatif ; en France, où la République entretenait des rapports conflictuels avec les associations depuis la Révolution, la légalisation du fait associatif sous la IIIe République a servi à canaliser le mouvement ouvrier, tandis que le solidarisme, développé par le député radical Léon Bourgeois dans son ouvrage « Solidarité » (1896), « a profondément contribué à asseoir la légitimité de la nouvelle République », en répandant la conception selon laquelle « [l]es citoyens ne sont pas, d'abord, les détenteurs d'une souveraineté politique, mais avant tout des associés solidaires »

(Philippe Chanial, « La République, la question sociale et l'association. Associationnisme, solidarisme et socialisme au tournant du XIXe siècle », *Les Annales de la recherche urbaine*, 2001, vol. 89, n° 1, [p. 6-14], p. 8).

Dans une certaine mesure, l'association apparaît depuis cette époque au moins comme une extension, voire un instrument, du pouvoir démocratique, caractérisée par deux phénomènes : la prolifération et la duplication à l'infini.

Le premier est tellement connu qu'il est inutile n'y insister. Quelques chiffres suffiront. En France, il existe aujourd'hui plus d'un million trois cent mille associations, plus de treize mille d'entre elles ont vu le jour en 1975, près de cinquante mille en 1985, plus de soixante-dix mille sont portées sur les fonts baptismaux de la République chaque année depuis 1999. Plus d'un Français sur deux est membre d'une ou plusieurs associations (voir Charles Debbasch et Jacques Bourdon, *Les associations*, PUF, coll. « Que sais-je ? », n° 2209, Paris, 2006). Les chiffres sont proportionnellement à peu près les mêmes dans tous les pays occidentaux, même si un certain nombre de tristes records dans ce domaine sont détenus par la France.

Le deuxième phénomène semble intéresser très peu les chercheurs. A l'époque où de Tocqueville écrivait « De la démocratie en Amérique », aussi nombreuses qu'aient été les associations aux États-Unis, aucune ne faisait double emploi au même niveau, régional ou national. Il pouvait y avoir, par exemple, une association américaine de photographeurs et, dans tous les États des États-Unis, une association de photographeurs, mais il n'y avait pas douze associations américaines de photographeurs, ni, dans chaque État, douze associations de photographeurs. Non seulement les associations prolifèrent à mesure que se multiplient les types d'intérêts, de travail ou de loisirs, mais les associations aux buts identiques ne tardèrent pas à pulluler. Par exemple, il existe aux États-Unis des milliers d'associations pour handicapés – en France, elles sont plus de mille trois cents -, dont seule une partie est spécialisée dans un handicap particulier, tandis que le traitement d'un même handicap donné peut être le but affiché de plusieurs dizaines d'associations.

Outre celle qu'a offerte de Tocqueville, il existe deux raisons principales à la prolifération des associations. L'une est d'ordre psychologique, l'autre d'ordre matériel. Celle-là est la vanité ; celle-ci, l'argent, dont il a bien vu qu'il constitue la grande passion des « peuples démocratiques » (Alexis de Tocqueville, *op. cit.*, p. 256).

« La grande habileté des dirigeants [...] est de faire croire au peuple qu'il se gouverne lui-même ; et le peuple se laisse persuader d'autant plus volontiers qu'il en est flatté et que, d'ailleurs il est incapable de réfléchir assez pour voir ce qu'il y a là d'impossible. C'est pour créer cette illusion qu'on a inventé le "suffrage universel" » (René Guénon, *La Crise du Monde Moderne*, Gallimard, Paris, 1927, p. 88). De tous les sentiments bas la vanité est peut-être celui que, en démocratie, ils cherchent à flatter le plus ; c'est que, comme l'a également bien vu de Tocqueville (*op. cit.*, p. 254), la vanité, chez « les peuples démocratiques », est « inquiète et insatiable » ; qu'elle soit « l'essence prédominante dans le sang de tous les Français » (Pièce et actes officiels du moniteur, 1re partie, samedi 15 avril 1815, Paris, 1815, p. 427) n'est peut-être pas étranger au fait que, autre triste record, la France compte près d'un million cinq

cent mille présidents (d'association). Le sentiment d'auto-satisfaction et l'étalage complaisant du désir de paraître trouvent un puissant stimulant dans l'exercice d'une telle fonction et, pour ce qui est des « présidents » français de race blanche compensent largement le sentiment de culpabilité raciale que les médias de masse entretiennent en eux.

La chasse aux subventions est l'une des principales activités des associations (voir Didier Minot, *Des associations citoyennes pour demain*, C. L. Mayer, 2013, p. 256). Elle est ouverte quasiment toute l'année. Selon les chiffres, faux par définition, puisqu'ils sont publiés sur des sites « gouvernementaux », en France, une trentaine de milliards d'euros de subventions est accordée annuellement par l'« État » et les « collectivités locales » ; « pas plus de », assure-t-on sans rire, 20 à 25 pour cent des associations se partagent le gâteau (voir, au sujet de ce fléau,

<http://www.observatoiredegaspillages.com/2013/03/enquete-sur-le-scandale-des-subventions-aux-associations> ; <https://www.lecerclledesliberaux.com/?p=4872>) : celles qui ont leurs entrées à la Mairie.

De manière générale, on objectera que le secteur associatif est une source d'emplois : les associations emploient effectivement près de deux millions de salariés, à temps plein ou partiel, dont, « parité » oblige, 70 % de femmes. A cette objection on répondra que ces deux millions d'emplois subventionnés sont des planques qui ne peuvent exister que dans une économie essentiellement parasitique et que, dans une économie fondée sur un capitalisme industriel encadré par l'État, ces deux millions de bras seraient employés productivement dans les secteurs véritablement économiques qui, aujourd'hui nécrosés par l'action d'un pouvoir politique illégitime aux ordres de la haute finance internationale et apatride, seraient reconstruits, dans un pays qui, dirigé par des forces nationales dotées d'une colonne vertébrale raciale, aurait retrouvé son indépendance.

Même si ces chiffres étaient exacts, il n'en demeurerait pas moins que l'interventionnisme subventionniste propre à la République alimente la multiplication pathologique des associations. Pour prendre l'exemple des États-Unis, à partir des années 1930, le gouvernement encouragea encore davantage qu'auparavant la prolifération d'organisations non gouvernementales au moyen de subventions directes et indirectes, à tel point que, entre 1950 et 1968, le nombre d'associations caritatives financées par l'État passa, pour nous limiter à celles qui étaient exemptes d'impôts, de 12500 à plus de 250000, pour atteindre un million cinq cent mille à la fin du XXe siècle (Peter Dobkin Hall, *A Historical Overview of Philanthropy, Voluntary Associations, and Nonprofit Organizations in the United States, 1600–2000*, p. 51 – <http://earthfolk.net/pathB/voluntarysocieties.pdf>).

De la multiplication exponentielle des associations il aurait dû résulter, si l'analyse de de Tocqueville avait été en tout point exacte, un recul de l'individualisme, une plus forte cohésion sociale et un rééquilibrage du rapport de force constitutif de la démocratie entre la populace et ses pseudo-dirigeants. Or, c'est tout le contraire qui se produit. L'union fait la force, dans la seule mesure où les personnes qui s'associent en vue d'un but déterminé sont fortes et associent des forces, leurs forces ; l'addition de faiblesses, aussi nombreuses soient-elles, n'a jamais constitué une force. La faiblesse de l'homme démocratique, selon de Tocqueville, réside dans son isolement. La démocratie, parce que, en rendant les citoyens apparemment indépendants, elle les isole les uns des autres, atomise le corps social. Ce que ne voyait pas de Tocqueville est que la démocratie a tendance à atomiser tout ce qui se trouve en son sein, y compris le corps associatif. « Chacune est enfermée dans sa propre action [...] Les

associations sont comme des centaines de milliers d'îlots de démocratie et de vie partagée au milieu d'un grand océan d'anonymat, chacune étant isolée des autres » (Didier Minot, op. cit.). Donc, l'individualisme, que le fait d'appartenir à une association ferait passer à l'état latent chez chacun de ses membres, est transféré, dans le sens quasi psychanalytique, à l'association, La tendance des citoyens à s'associer en vue de tel ou tel but déterminé se traduit par un individualisme de groupe.

(7) L'expression « The Four Hundred » fut forgée par un arbitre des élégances new yorkaises nommé Samuel Ward McAllister (1827 –1895). D'après lui, c'était le nombre de personnes qui comptaient vraiment à New York (voir Edward Morris, *Rogues and Heroes of Newport's Gilded Age*, The History Press, Charleston, SC, 2012).

(8) « Booboisie » est un mot composé de « boob » (« idiot ») et « bourgeoisie », qui signifie « classe sociale composée d'ignorants et d'incultes ».

(9) Bernays a manifestement oublié qu'il venait de rappeler quelques lignes plus haut que ce mécanisme n'existait pas à l'époque pré-révolutionnaire, où la société était fondée sur la communauté villageoise.